

# président...»

**Les conditions s'y prêtent aujourd'hui ?**

L'idée est en gestation mais le système a besoin de faire du nettoyage. La question de l'amnistie fiscale est déterminante aujourd'hui en Algérie. C'est le meilleur choix à faire. Ce sera un signal très fort en direction de notre diaspora installée à l'étranger. Pour revenir au classement de l'Algérie dans les tableaux des différents forums mondiaux, c'est vrai on est mauvais dans plusieurs domaines. Noureddine Boukrouh note fort justement que lorsque l'on fait des choses bien on le fait mal tandis que l'on fait bien les mauvaises choses ! Tayeb Hafsi, expert algérien installé aux Etats-Unis, met en avant la théorie des bonnes intentions qui s'applique bien chez nous. Nos ministres viennent pour la plupart animés de bonnes intentions mais ne savent pas y faire, ne savent pas mesurer l'impact de leurs décisions. Beaucoup sont parachutés ou ne sont pas formés à être ministres. La loi de finances complémentaire, de 2008 à nos jours, signée par Ouyahia, est un exemple flagrant de mesures qui ruinent l'économie algérienne. Elle a créé le marché informel, la précarité. On me taxe de négativiste. On me dit, regarde bien, on a réalisé l'autoroute, etc. Je dirais : oui vous avez réalisé mais mal réalisé même si l'intention y est. L'Algérie est mal classée parce qu'elle pense faire bien des choses qu'elle fait mal et qui s'avèrent être, à moyen terme, désastreuses. Prenons le cas de l'autoroute Est-Ouest, le

sur les questions d'avenir. C'est ce à quoi travaille Nabni\*\*, une initiative de la société civile qui s'inscrit dans cette démarche de réflexion stratégique. Il reste que la règle 49/51 doit être abrogée pour une raison majeure : nous sommes dans une société où il n'y a pas d'échange lequel ne se résume pas au «know how». Une société où la connaissance ne circule pas s'appauvrit d'où la montée en force de l'obscurantisme, des archaïsmes, du repli sur soi parce

**Pour lutter contre la corruption, il faut des cabinets indépendants nationaux ou internationaux ou nationaux associés à l'international.**

qu'on a peur. Il y a trop d'ignorance dans notre société. La croissance d'un pays est dans la circulation de la connaissance, des données et de l'information érigée chez nous en tabou. C'est dangereux. Je n'ai pas les clefs de la réussite pour l'Algérie mais l'espoir comme beaucoup de plus jeunes que moi qui s'inscrivent dans cette dynamique quand on les voit activer dans les réseaux sociaux, à l'intérieur du pays aussi beaucoup de jeunes qui en veulent.

Or, le système ne promeut pas la fluidité de la circulation de la connaissance dans la société, bien au contraire, il se pose en obstacle parce qu'elle représente une menace. La connaissance est un puissant catalyseur de l'ouverture démocratique. Gouvernance et démocratie vont de pair.

**Nous ne sommes pas encore dans la logique d'un Etat qui s'inscrit dans l'accompagnement de l'export ni le déploiement de ses entreprises à l'international.**

procès ne m'intéresse pas. Telle qu'elle a été pensée, conçue et faite, à l'avenir elle va coûter très cher quant à son entretien. Trois années après son ouverture, elle se fissure de partout, elle est dans un état de délabrement total ! Bien sûr, nous rêvons tous d'une autoroute Est-Ouest, pas une mais deux, voire trois ! Cependant, je reste très confiant en l'avenir de l'Algérie. Pourquoi ? Parce que les problèmes d'aujourd'hui ne m'intéressent plus. Ceux qui prennent en charge le quotidien de l'Algérie n'ont aucune vision de son avenir. Une nouvelle génération se prépare, il faut croire en elle.

**Vous ne cessez d'appeler à l'abrogation de la règle 49/51, estimant qu'elle ne repose sur aucun paradigme économique selon votre expression. Voulez-vous être plus explicite ? Pensez-vous que l'économie algérienne n'a pas besoin de garde-fous, que les multinationales ont un rôle plutôt soft par rapport à la gestion politique du pays ?**

On l'a maintes fois demandé, mais cela doit être fait intelligemment. Sans prétention aucune, j'ai été le premier à parler de la nécessité de l'abrogation de cette règle. Je m'excuse pour le patronat, c'est un individu qui en a parlé pendant que vous étiez en attente d'instructions et d'ordres afin d'avoir l'autorisation d'aborder ce sujet. Ils l'ont donc eu et ont abondé dans le sens de mes arguments. Ainsi cette loi, disent-ils, doit être assouplie et ne doit pas être appliquée sans discernement. D'autre part, en l'abrogeant, rien n'empêche de mettre en place des règles du jeu. J'ai alors proposé une règle 49/51 sous forme de menu en étant créatif et préserver ainsi les intérêts économiques, stratégiques et politiques de l'Algérie. Bien sûr, les multinationales ne viennent pas pour nous faire plaisir. Nous devons rester pragmatiques et réfléchir en termes d'intérêts. Aujourd'hui, nous avons besoin, en Algérie, d'un groupe de réflexion

**NCA-Rouiba, dont vous êtes propriétaire, affiche, selon des statistiques, une croissance de son chiffre d'affaires de 17% pour 2014. Comment expliquez-vous que le titre accuse en Bourse une baisse à 375 DA ?**

On est extrêmement déçu du fonctionnement de la Bourse. Le responsable de ce dysfonctionnement, c'est partiellement la Cosob (Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse) mais c'est surtout, pour 90%, l'Etat algérien. Il n'accepte pas que la Bourse, comme partout dans le monde, fonctionne avec des institutions, c'est-à-dire les banques, les compagnies d'assurance, les fonds de pension, etc. Ce sont ces institutions qui sont les animatrices d'un titre, elles qui achètent un titre boursier, garantissent la stabilité de l'actionnariat dès qu'un titre est introduit en Bourse. Mais quand les banques sont instruites explicitement de ne pas prendre des participations dans les entreprises privées, c'est une balle tirée dans le pied de la Bourse. Et pour quelles motivations ? Par jeu politique, ignorance, populisme, démagogie.

**Alors elle sert à quoi, cette Bourse ?**

Dans sa forme actuelle, elle ne sert à rien. Mais il y a un paradoxe : puisqu'on a la règle 49/51 qui protège notre économie pourquoi ne pas permettre à une société étrangère de prendre des participations ? L'Etat algérien gère l'Algérie par rapport à la devise : l'euro ! C'est là un problème qui relève de la psychiatrie. On donne 150 euros par an au citoyen algérien. Cela n'ouvre pas droit à la dignité ! Nos voisins qui n'ont pas d'argent voyagent avec une allocation touristique décente. Cela nous ramène à la connaissance. On ne veut pas que les gens apprennent. On a le sentiment que les frontières algériennes se referment de jour en jour. Quand on supprime square

Port-Saïd, qu'est-ce que l'on signifie aux Algériens ? «Vous ne sortirez pas, vous resterez ici d'autorité, c'est l'exil intérieur.» Et puis pourquoi les Algériens ne peuvent pas investir librement à l'international ?

**Ces questions sont-elles débattues dans le cadre de la tripartite ?**

Le patronat ne le fera pas.

**Revenons à l'entreprise privée. Malgré les discours, elle est toujours**

**frappée d'ostracisme et les patrons ne sont pas associés à la prise de décision. Cela ne montre-t-il pas plutôt la faiblesse de l'impact du secteur privé dans l'économie nationale ?**

Il y a des questions qui relèvent du dogme comme la gestion des flux financiers, la devise. Dans le même esprit, la question de l'amnistie fiscale, la TAP. Certes, M. Sellal a demandé à ses services d'y jeter un regard mais ce n'est pas ce qu'il faut. Il s'agit de prendre le taureau par les cornes. La TAP détruit l'économie algérienne. Comment vont vivre les grossistes ? L'Etat peut-il assumer une inflation de 10 ou 20% sur les produits alimentaires ? Dans sa forme actuelle, la TAP n'est pas appropriée, c'est un fléau national pire que le terrorisme. La Banque mondiale, le FMI, les experts algériens le disent, l'Etat ne réagit pas. Pourquoi le Forum, grâce à son lien fort avec le pouvoir, ne pose-t-il pas le problème ?

**Parlons des ambitions de NCA-Rouiba. Vous revendiquez des parts du marché maghrébin. Où en êtes-vous, sachant les blocages réels ou surfaits comme cela s'est produit avec la Tunisie, d'où votre lettre ouverte ?**

Ce n'est pas un blocage mais la conséquence de règles de jeu biaisées d'une administration léguée par Ben Ali qui n'a pas été corrigée. Le non-respect de la loi par les opérateurs tunisiens a fait que l'on s'est retrouvé dans une situation de concurrence déloyale. Personne ne bloque nos produits aux frontières. On est désavantagé par rapport aux autres produits tunisiens dès le départ. Nous estimons donc que ce

**Si j'étais président, ma première décision serait de faire de l'Algérie un pays de la jeunesse, aucun ministre de plus de 45 ans.**

n'est pas équitable. Nous sommes en contact avec le ministère des Finances tunisien qui nous rassure sur la solution au problème dans les prochaines semaines. On a demandé que la règle du jeu énoncée par le gouvernement tunisien soit appliquée. En fait, c'est un dialogue entre patronat-opérateurs tunisiens, soit pour imposer une taxe qu'ils n'ont jamais payée, et mettre ainsi fin à la désobéissance fiscale qui date depuis 20 ans, soit pour supprimer complètement cette taxe qui nous affecte.

**On parle beaucoup d'encouragement des exportations. Qu'en est-il au juste ?**

Nous ne sommes pas encore dans la logique d'un Etat qui s'inscrit dans l'accompagnement de l'export ni le déploiement de ses entreprises à l'international. Pour NCA-Rouiba, au plan national, on va élargir la gamme de nos produits, continuer à monter en cadence en qualité et en quantité. Nous avons une stratégie de développement régional mais le Maghreb doit être notre jardin. L'Afrique subsaharienne est aussi dans

nos objectifs, mais là il y a beaucoup trop d'obstacles parce qu'on n'est pas dans une logique d'exportation. Et pour cela, il faut une révolution dans l'esprit de l'administration. Elle doit être au service de l'entreprise et du citoyen et non l'inverse. Ceci nous renvoie de nouveau à la question de la corruption. Vous redouterez des sentences telles que «on n'a pas de formulaire», «revenez demain». A titre d'exemple, cela fait presque un an et demi que j'attends mon permis de conduire faute de carton, semble-t-il. Je roule avec un récépissé ! Les projets NCA-Rouiba s'inscrivent dans les 20 prochaines années, d'ici là j'aurai 78 ans, le moment de passer le relais à une autre génération.

**Avez-vous des objectifs de redéploiement industriel dans d'autres secteurs que celui des boissons où cela vous réussit ?**

Nous restons dans l'agroalimentaire mais nous essayerons de capter d'autres secteurs. C'est difficile parce qu'aujourd'hui dans sa croissance, NCA-Rouiba a besoin de ressources financières importantes. Les arbitrages vont être difficiles à faire. Question de stratégie : comment pérenniser mon business et le faire monter en puissance pour gagner la bataille de la compétitivité aux plans régional et à international ? Je m'y attelle, c'est mon rôle.

**Considérez-vous que vous êtes un exemple de réussite à suivre pour les jeunes qui seraient tentés par un projet entrepreneurial ? Quel serait votre conseil ?**

C'est très difficile de se poser comme un exemple à suivre. Chacun mène son projet selon son caractère, son tempérament, ses points forts. Le défi pour un chef d'entreprise est de lancer ses projets sur la base de ses points forts puis transformer ses points faibles en points forts pour s'ouvrir à d'autres horizons. C'est là un exercice très difficile. Je dirais aux jeunes lancez-vous, allez-y, ne soyez pas rebutés par les obstacles parce qu'il y en aura durant toute votre vie, il faut y faire face sans peur.

Les échecs ont une grande importance dans la vie d'un entrepreneur. Il est vrai que dans la société algérienne, on condamne très vite l'échec. Mais il faut accepter l'échec comme une expérience enrichissante. Et puis il y a aussi le facteur chance,

c'est indéniable.

**Votre génération formée dans les grandes écoles apporte un mode de pensée, un modèle dans la conduite de l'entreprise dans les différents secteurs de l'économie. Avez-vous le sentiment que vous lui faites peur à l'ancienne garde, vos aînés, parce que vous dérangez un ordre établi ?**

Comme dans toute société, il y a toujours un conflit de génération. Je suis dans la transition. La nouvelle génération va balayer cela. Je me considère comme un bon canal de communication parce que je la comprends sans doute mieux que l'ancienne. A 70 ans, j'espère ne pas être un chef d'entreprise qui s'oppose aux jeunes, je veux leur donner le maximum de chances. En fait, si j'étais président, ma première décision serait de faire de l'Algérie un pays de la jeunesse, aucun ministre de plus de 45 ans.

B. T.

taouchichetbrahim@gmail.com